

**S & W ASSOCIES**  
**Société anonyme au capital de 477.561 euros**  
**Siège social 8, avenue du Président Wilson - 75116 PARIS**  
**414 818 930 RCS PARIS**

Copie certifiée conforme  
Le Président

*g. G. G.*

*Young*

**PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE  
DU 08 SEPTEMBRE 2005**

L'an deux mille cinq, et le huit septembre à dix heures, les actionnaires de la Société se sont réunis en assemblée générale mixte, au siège social, sur convocation faite par le Conseil d'administration suivant lettre en date du vingt deux août deux mille cinq.

Il a été établie une feuille de présence qui a été émargée par chaque membre de l'assemblée en entrant en séance, tant en son nom personnel que comme mandataire.

Monsieur Vincent Young préside la séance en sa qualité de Président du Conseil d'administration.

La société VY & Associés, représentée par Monsieur Vincent Young, et la société MLG & Associés, représentée par Madame Maryse Le Goff, présents et acceptants, sont appelés comme scrutateurs.

2005

Mademoiselle Laetitia Favre est choisie comme secrétaire.

Monsieur Dominique Guilbault, commissaire aux comptes régulièrement convoqué, est absent et excusé.

N° DE DÉPÔT 8596

La feuille de présence, certifiée sincère et véritable par les membres du bureau, permet de constater que les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance possèdent les trois quarts au moins des actions ayant droit de vote.

En conséquence, l'assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition des actionnaires :

- La feuille de présence à l'assemblée ;
- Les pouvoirs des actionnaires représentés (ainsi que les formulaires de vote par correspondance) ;
- La copie des lettres de convocation adressées aux actionnaires ;
- La copie de la lettre de convocation adressée au Commissaire aux comptes ;
- Le rapport du Conseil d'administration ;
- Le procès-verbal du conseil d'administration ayant décidé la convocation de l'assemblée ;
- Le rapport du commissaire aux comptes sur la réduction de capital ;
- Le texte des résolutions proposées.

Puis le Président déclare que les documents et renseignements prévus par la loi et les règlements ont été tenus à la disposition des actionnaires, au siège social, à compter de la convocation de l'assemblée.

L'assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Le Président rappelle ensuite que l'assemblée est appelée à statuer sur l'ordre du jour suivant :

**A titre ordinaire :**

- nomination d'un nouvel administrateur,

**A titre extraordinaire :**

- rapport du conseil d'administration,
- rapport du commissaire aux comptes sur la réduction de capital,
- réduction du capital social non motivée par des pertes par annulation d'actions suite à rachat avec attribution d'éléments d'actifs sous condition suspensive,
- augmentation de capital par création de 4.133 actions nouvelles par prélèvement sur les réserves sous condition suspensive,
- augmentation de capital par élévation de la valeur nominale par prélèvement sur les réserves sous condition suspensive,
- modification des statuts sous condition suspensive,
- délégation au conseil de la constatation définitive de la réduction de capital,
- délégation au conseil de la constatation définitive des deux augmentations de capital,
- pouvoirs en vue des formalités.

Le Président donne lecture du rapport du Conseil d'administration, des rapports du commissaire aux comptes.

Cette lecture terminée, le Président ouvre la discussion.

Personne ne demande la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

**A titre ordinaire :**

**PREMIERE RESOLUTION**

L'assemblée générale ordinaire décide de nommer la société VY et Associés, société à responsabilité limitée, ayant son siège social 9, avenue Bugeaud 75116 PARIS, immatriculée au RCS PARIS sous le numéro 420 847 964, représentée par Monsieur Vincent Young, son gérant, demeurant 36, rue de Bassano 75008 PARIS,

en qualité d'administrateur, en adjonction aux membres du conseil actuellement en fonction, pour une durée de six années, venant à expiration à l'issue de l'assemblée tenue dans l'année 2011 appelée à statuer sur les comptes du dernier exercice clos.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

**A titre extraordinaire :**

**DEUXIEME RESOLUTION**

L'assemblée générale extraordinaire, après avoir entendu la lecture du rapport du conseil d'administration, et du rapport du commissaire aux comptes, décide de racheter les 10.461 actions d'une valeur nominale de 15,24 euros détenues par la société Grant Thornton pour un montant de 695.750 euros. Le paiement sera effectué par attribution d'une partie de la clientèle figurant à l'actif et visée aux conventions et protocoles antérieurs et par le versement de 48.000 euros.

Ce rachat d'actions ainsi que la résolution qui suit sont décidés sous la condition suspensive d'absence d'opposition des créanciers accueillie dans les conditions prévues par les articles L 225-205 du code de commerce et 180 du décret du 23 mars 1967.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

### **TROISIEME RESOLUTION**

L'assemblée générale extraordinaire, après avoir entendu la lecture du rapport du conseil d'administration, et du rapport du commissaire aux comptes, décide d'annuler les 10.461 actions d'une valeur nominale de 15,24 euros rachetées précédemment détenues par la société Grant Thornton et de réduire en conséquence le capital social de la somme de 159.466 euros.

Le capital est désormais porté à la somme de 318.095 euros se décomposant en 20.867 actions d'une valeur nominale de 15,24 euros.

Les statuts seront modifiés en conséquence.

La différence entre la valeur réelle des actifs distribués de 695.750 euros et le montant de la réduction de capital en nominal s'élève à une somme de 536.284 euros, laquelle sera imputée sur le compte de prime de fusion.

Cette réduction de capital non motivée par des pertes est décidée sous la condition suspensive d'absence d'opposition des créanciers accueillie dans les conditions prévues par les articles L 225-205 du code de commerce et 180 du décret du 23 mars 1967.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

### **QUATRIEME RESOLUTION**

L'assemblée générale décide d'augmenter le capital d'une somme de 63.003 euros pour le porter de 318.095 euros à 381.098 euros, par incorporation directe de pareille somme prélevée sur le compte prime de fusion.

Cette augmentation de capital est réalisée par création de 4.133 actions d'une valeur de 15,24 euros. Le nombre d'actions composant le capital sera donc de 25.000 à l'issue de cette opération d'augmentation de capital.

Les 4133 actions nouvelles seront attribuées gratuitement aux actionnaires à raison de 1 action nouvelle pour 5,049 actions anciennes. Les droits formant rompus seront librement négociables et cessibles.

Les actions nouvelles ainsi créées, assujetties à toutes les dispositions statutaires, seront assimilées aux actions anciennes et jouiront des mêmes droits à compter du jour de la constatation de la réalisation définitive de la présente augmentation de capital

Celle-ci est décidée sous la condition suspensive de la bonne réalisation de la réduction de capital décidée aux deuxième et troisième résolutions - c'est-à-dire en l'absence d'opposition des créanciers accueillie dans les conditions prévues par les articles L 225-205 du code de commerce et 180 du décret du 23 mars 1967.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

## **CINQUIEME RESOLUTION**

L'assemblée générale décide d'augmenter le capital d'une somme de 118.902 euros pour le porter de 381.098 euros à 500.000 euros, par incorporation directe de pareille somme prélevée sur le compte prime de fusion.

Cette augmentation de capital est réalisée par augmentation de la valeur nominale des actions laquelle passé de 15,24 euros à 20 euros.

Cette augmentation de capital est décidée sous la condition suspensive de la bonne réalisation de la réduction de capital non motivée par des pertes décidée aux deuxième et troisième résolutions - c'est-à-dire en l'absence d'opposition des créanciers accueillie dans les conditions prévues par les articles L 225-205 du code de commerce et 180 du décret du 23 mars 1967.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

## **SIXIEME RESOLUTION**

L'assemblée générale après avoir entendu la lecture du rapport du conseil d'administration, décide de déléguer au Conseil d'administration la constatation de la réalisation définitive de la réduction de capital décidée aux deuxième et troisième résolutions, en l'absence d'opposition des créanciers accueillie dans les conditions prévues par les articles L 225-205 du code de commerce et 180 du décret du 23 mars 1967

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

## **SEPTIEME RESOLUTION**

L'assemblée générale après avoir entendu la lecture du rapport du conseil d'administration, décide de déléguer au Conseil d'administration la constatation de la réalisation définitive des augmentations de capital décidées aux quatrième et cinquième résolutions, si la condition suspensive posée à cette augmentation de capital se réalise, c'est-à-dire, dans l'hypothèse où la réduction de capital, décidée aux deuxième et troisième résolutions, soit définitivement réalisée en l'absence d'opposition des créanciers accueillie dans les conditions prévues par les articles L 225-205 du code de commerce et 180 du décret du 23 mars 1967

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

## **HUITIEME RESOLUTION**

L'assemblée générale décide de modifier les articles 7 et 8 des statuts, sous réserve de la constatation par un prochain conseil de la réalisation définitive de la réduction de capital telle que décidée aux deuxième et troisième résolutions de la présente assemblée et des augmentations de capital décidées aux quatrième et cinquième résolutions, en l'absence d'opposition des créanciers accueillie dans les conditions prévues par les articles L 225-205 du code de commerce et 180 du décret du 23 mars 1967, lesquels articles seront désormais rédigés comme suit :

### **« Article 7 – APPORTS**

- *Lors de la constitution de la société, il a été procédé à des apports en numéraire pour 50.000 francs. Cette somme de 50.000 francs a été déposée à un compte ouvert à la BP.ROP,*

agence de Saint-Quentin-en-Yvelines, 9 avenue Newton - 78183 Saint-Quentin-en-Yvelines Cédex.

- Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 29 août 2000, le capital social a été augmenté de 590.000 F et porté à la somme de 640.000 F par apport de 8.600 actions de la société S & W Associés, Société Anonyme au capital de 1.000.000 F, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro B 775 696 388 Paris, lesdites actions ayant été évaluées à 14.878.000 F.
- Lors de la fusion-absorption de la société S & W Associés, Société Anonyme au capital de 1.000.000 F, dont le siège social est situé 47, rue de Chaillot - 75116 Paris, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro B 775 696 388, dans les conditions de l'article 378-1 de la loi de 1966, en date du 30 septembre 2000, le patrimoine de ladite société a été transmis. La valeur nette des apports, de 17.516.959 F, n'a pas été rémunérée.
- Lors de la fusion par voie d'absorption par la société VY Sté d'Audit, Société à Responsabilité Limitée au capital de 400.000 F, dont le siège est 47, rue de Chaillot - 75116 Paris, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro B 378 301 915, il a été fait apport de la totalité du patrimoine de cette société, la valeur nette des biens transmis s'élevant à 449.995 francs. Ces apports ont été rémunérés par une augmentation de capital de 16.000 F, le capital ayant été porté à 656.000 F.
- L'assemblée Générale Extraordinaire du 30 septembre 2000 a procédé à une augmentation du capital de 2.623.785 F par incorporation des primes d'apport. Cette même assemblée a décidé de convertir le capital de 3.279.785 F en 500.000 Euros.
- Lors de la fusion par voie d'absorption de la société S & W Associés Expertise, SA au capital de 50.000 euros ayant son siège social au 8, avenue du Président Wilson 75116 Paris, immatriculée au RCS Paris sous le numéro 424 435 006, il a été fait apport de la totalité du patrimoine de cette société, la valeur nette des biens transmis s'élevant à 2.034.545 euros. Ces apports ont été rémunérés par une augmentation de capital de 477.470 euros, le capital ayant été porté à 977.470 euros. Les 32.794 actions de la société S & W Associés auto détenues car apportées par la société S & W Associés Expertise, ont en suivant été annulées pour réduire le capital d'un montant de 499.909 euros ; ledit capital s'élevant alors à 477.561 euros.
- Lors de l'assemblée générale mixte du 08 septembre 2005, plusieurs décisions ont été prises sous condition suspensive liée à l'absence d'opposition des créanciers. Le capital social a été réduit d'un montant de 159.466 euros par rachat des actions d'un actionnaire avec attribution d'actifs suivi d'une annulation des 10.461 actions rachetées. Le capital social a été ensuite augmenté en deux temps par incorporation de réserves. Dans un premier temps, il a été créé 4.133 nouvelles actions, pour porter le nombre d'actions de 20.867 à 25.000. Dans un second temps, la valeur nominale des actions a été augmentée pour passer de 15,24 euros à 20 euros. Les deux augmentations de capital ont abouti à augmenter le capital d'un montant total de 181.905 euros, le capital étant porté à la somme de 500.000 euros divisé en 25.000 actions de 20 euros de nominal. Le conseil d'administration, ayant reçu délégation de l'assemblée, a constaté par délibération en date du 30 septembre 2005 la réalisation définitive de cette réduction de capital et de ces augmentations de capital décidées sous condition suspensive, en l'absence d'opposition des créanciers.

## **Article 8 – CAPITAL SOCIAL**

*Le capital social est fixé à la somme de cinq cent mille (500.000) Euros divisé en vingt cinq mille (25.000) actions de vingt (20) Euros de nominal, entièrement libérées. »*

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité

## **NEUVIEME RESOLUTION**

L'assemblée générale confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait des présentes, à l'effet d'accomplir toutes les formalités légales.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée à treize heures.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par les membres du bureau.

Le Président  
Vincent Young

La Secrétaire  
Laetitia Favre

### Les Scrutateurs

La société VY & Associés  
Représentée par Vincent Young

La société MLG & Associés  
représentée par Maryse Le Goff

Enregistrement : 6 958 €  
Timbre : 36 € + 13 €  
Total liquidé : six mille neuf cent quatre-vingt-quatorze euros  
Montant reçu : six mille neuf cent quatre-vingt-quatorze euros  
L'Agent



**S et W ASSOCIES**

Société anonyme à Conseil d'administration  
au capital de 477 561 euros  
Siège social : 8, avenue du Président Wilson  
75116 Paris  
414 818 930 RCS PARIS

**PROCES-VERBAL DE LA REUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU 30 SEPTEMBRE 2005**

L'an deux mille cinq, et le trente septembre, à neuf heures, le Conseil d'administration s'est réuni, au siège social, sur convocation de son Président à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Constatation de la réalisation définitive de la réduction de capital avec attribution d'éléments d'actifs décidée sous condition suspensive;
- Constatation de la réalisation de l'augmentation de capital par création de 4.133 actions nouvelles par prélèvement sur les réserves décidée sous condition suspensive,
- Constatation de la réalisation de l'augmentation de capital par élévation de la valeur nominale par prélèvement sur les réserves décidée sous condition suspensive
- Constatation de la réalisation de la condition suspensive pour la modification corrélative des statuts ;
- Questions diverses.

Sont présents et ont signé le registre de présence :

- Monsieur David DOWSE
- Madame Maryse LE GOFF
- Monsieur Vincent YOUNG
- La société VY & Associés.

Monsieur Dominique GUILBAULT, commissaire aux comptes régulièrement convoqué, est absent et excusé.

Le secrétariat de la réunion est assuré par Madame Laetitia FAVRE.

Monsieur Vincent YOUNG, Président du Conseil d'administration constate que les administrateurs présents réunissent la moitié au moins des membres en fonction et que le Conseil peut valablement délibérer.

Puis, le Président rappelle que le Conseil est appelé à délibérer sur les questions figurant à l'ordre du jour.

Il rappelle que le Conseil a reçu délégation de l'assemblée générale mixte du 08 septembre 2005 de constater la réalisation de la condition suspensive de la réduction de capital non motivée par des pertes et des deux augmentations de capital décidées sous condition suspensive par les actionnaires lors de cette assemblée.

## **CONSTATATION DE LA REALISATION DEFINITIVE DE LA REDUCTION DE CAPITAL AVEC ATTRIBUTION D'ELEMENTS D'ACTIFS SOUS CONDITION SUSPENSIVE**

Le conseil d'administration, en vertu de la délégation reçue de l'assemblée générale des actionnaires qui s'est tenue le 08 septembre 2005, et après en avoir délibéré, constate l'absence d'opposition des créanciers accueillie dans les conditions prévues par les articles L225-205 du code de commerce et 180 du décret du 23 mars 1967.

Il constate en conséquence que la condition suspensive posée à la réduction de capital non motivée par des pertes décidée par l'assemblée générale mixte du 08 septembre 2005 est réalisée.

Il constate en conséquence la réalisation définitive du rachat par la société des 10.461 actions détenues par la société Grant Thornton SA, immatriculée sous le numéro 632 013 843 RCS PARIS ayant son siège social au 100, rue de Courcelles 75017 Paris, pour une somme totale de 695.750 euros, payée d'une part par attribution d'une partie de la clientèle figurant à l'actif et visée aux conventions et protocoles antérieurs valorisée pour 642.750 euros et d'autre part, par une somme de 48.000 euros.

Le conseil constate également la réalisation définitive de la décision sous condition suspensive d'annuler les 10.461 actions d'une valeur nominale de 15,24 euros rachetées à la société Grant Thornton SA et de réduire en conséquence le capital social de la somme de 159.466 euros.

Le conseil constate que le capital est désormais porté à la somme de 318.095 euros se décomposant en 20.867 actions d'une valeur nominale de 15,24 euros.

Il constate que la différence entre la valeur réelle des actifs distribués de 695.750 euros et le montant de la réduction de capital en nominal s'élève à une somme de 536.284 euros, laquelle est imputée sur le compte de prime de fusion.

## **CONSTATATION DE LA REALISATION DEFINITIVE DE L'AUGMENTATION DE CAPITAL PAR CREATION DE 4.133 ACTIONS NOUVELLES PAR INCORPORATION DE RESERVES**

Le conseil après en avoir délibéré constate que la condition suspensive liée à la réalisation de la réduction de capital non motivée par des pertes est réalisée.

Il constate donc la réalisation définitive de la décision de l'assemblée générale du 08 septembre 2005 d'augmenter le capital d'une somme de 63.003 euros pour le porter de 318.095 euros à 381.098 euros, par incorporation directe de pareille somme prélevée sur le compte prime de fusion.

Cette augmentation de capital est réalisée par création de 4.133 actions d'une valeur de 15,24 euros. Le nombre d'actions composant le capital est donc de 25.000 à l'issue de cette opération d'augmentation de capital.

Les 4133 actions nouvelles sont attribuées gratuitement aux actionnaires à raison de 1 action nouvelle pour 5,049 actions anciennes. Les droits formant rompus sont librement négociables et cessibles.

Les actions nouvelles ainsi créées, assujetties à toutes les dispositions statutaires, sont assimilées aux actions anciennes et jouissent des mêmes droits à compter de ce jour.

### **CONSTATATION DE LA REALISATION DEFINITIVE DE L'AUGMENTATION DE CAPITAL PAR ELEVATION DE LA VALEUR NOMINALE DES ACTIONS PAR INCORPORATION DE RESERVES**

Le conseil après en avoir délibéré constate que la condition suspensive liée à la réalisation de la réduction de capital non motivée par des pertes est réalisée.

Il constate donc la réalisation de la décision de l'assemblée générale du 08 septembre 2005 d'augmenter le capital d'une somme de 118.902 euros pour le porter de 381.098 euros à 500.000 euros, par incorporation directe de pareille somme prélevée sur le compte prime de fusion.

Cette augmentation de capital est réalisée par augmentation de la valeur nominale des actions laquelle passe de 15,24 euros à 20 euros.

### **CONSTATATION DE LA REALISATION DEFINITIVE DE LA MODIFICATION DES STATUTS**

Le conseil constate la réalisation de la condition suspensive liée à la modification des statuts en leurs articles 7 et 8 lesquels articles sont donc désormais rédigés comme suit :

#### **« Article 7 – APPORTS**

- *Lors de la constitution de la société, il a été procédé à des apports en numéraire pour 50.000 francs. Cette somme de 50.000 francs a été déposée à un compte ouvert à la BP.ROP, agence de Saint-Quentin-en-Yvelines, 9 avenue Newton - 78183 Saint-Quentin-en-Yvelines Cédex.*
- *Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 29 août 2000, le capital social a été augmenté de 590.000 F et porté à la somme de 640.000 F par apport de 8.600 actions de la société S & W Associés, Société Anonyme au capital de 1.000.000 F, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro B 775 696 388 Paris, lesdites actions ayant été évaluées à 14.878.000 F.*
- *Lors de la fusion-absorption de la société S & W Associés, Société Anonyme au capital de 1.000.000 F, dont le siège social est situé 47, rue de Chaillot - 75116 Paris, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro B 775 696 388, dans les conditions de l'article 378-1 de la loi de 1966, en date du 30 septembre 2000, le patrimoine de ladite société a été transmis. La valeur nette des apports, de 17.516.959 F, n'a pas été rémunérée.*
- *Lors de la fusion par voie d'absorption par la société VY Sté d'Audit, Société à Responsabilité Limitée au capital de 400.000 F, dont le siège est 47, rue de Chaillot – 75116 Paris, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro B 378 301 915, il a été fait apport de la totalité du patrimoine de cette société, la*



valeur nette des biens transmis s'élevant à 449.995 francs. Ces apports ont été rémunérés par une augmentation de capital de 16.000 F, le capital ayant été porté à 656.000 F.

- L'assemblée Générale Extraordinaire du 30 septembre 2000 a procédé à une augmentation du capital de 2.623.785 F par incorporation des primes d'apport. Cette même assemblée a décidé de convertir le capital de 3.279.785 F en 500.000 Euros.
- Lors de la fusion par voie d'absorption de la société S & W Associés Expertise, SA au capital de 50.000 euros ayant son siège social au 8, avenue du Président Wilson 75116 Paris, immatriculée au RCS Paris sous le numéro 424 435 006, il a été fait apport de la totalité du patrimoine de cette société, la valeur nette des biens transmis s'élevant à 2.034.545 euros. Ces apports ont été rémunérés par une augmentation de capital de 477.470 euros, le capital ayant été porté à 977.470 euros. Les 32.794 actions de la société S & W Associés auto détenues car apportées par la société S & W Associés Expertise, ont en suivant été annulées pour réduire le capital d'un montant de 499.909 euros ; ledit capital s'élevant alors à 477.561 euros.
- Lors de l'assemblée générale mixte du 08 septembre 2005, plusieurs décisions ont été prises sous condition suspensive liée à l'absence d'opposition des créanciers. Le capital social a été réduit d'un montant de 159.466 euros par rachat des actions d'un actionnaire avec attribution d'actifs suivi d'une annulation des 10.461 actions rachetées. Le capital social a été ensuite augmenté en deux temps par incorporation de réserves. Dans un premier temps, il a été créé 4.133 nouvelles actions, pour porter le nombre d'actions de 20.867 à 25.000. Dans un second temps, la valeur nominale des actions a été augmentée pour passer de 15,24 euros à 20 euros. Les deux augmentations de capital ont abouti à augmenter le capital d'un montant total de 181.905 euros, le capital étant porté à la somme de 500.000 euros divisé en 25.000 actions de 20 euros de nominal. Le conseil d'administration, ayant reçu délégation de l'assemblée, a constaté par délibération en date du 30 septembre 2005 la réalisation définitive de cette réduction de capital et de ces augmentations de capital décidées sous condition suspensive, en l'absence d'opposition des créanciers.

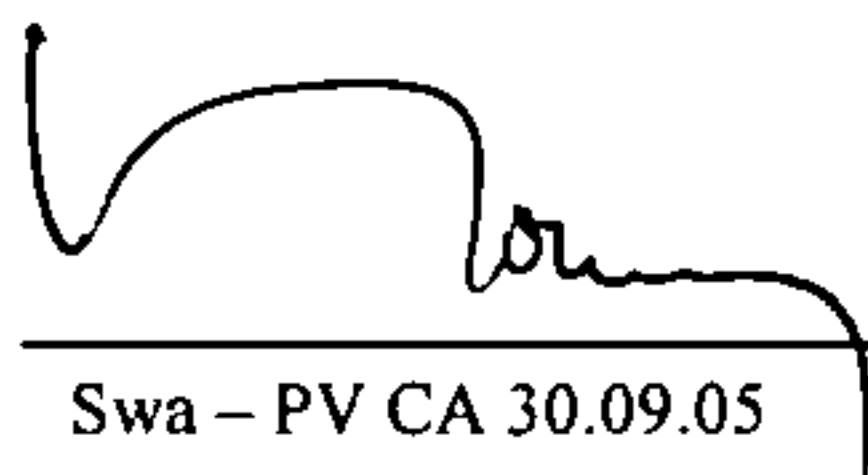
#### **Article 8 – CAPITAL SOCIAL**

*Le capital social est fixé à la somme de cinq cent mille (500.000) Euros divisé en vingt cinq mille (25.000) actions de vingt (20) Euros de nominal, entièrement libérées. »*

Le conseil rappelle enfin que l'assemblée générale du 08 septembre 2005 a conféré tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait des présentes, à l'effet d'accomplir toutes les formalités légales.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à dix heures. Il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par le Président et un administrateur.

Le Président  
Vincent YOUNG



Un administrateur







- et généralement toutes opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes, de nature à favoriser son développement ou son extension.

### **Article 3 – DENOMINATION**

La dénomination de la société (anciennement S & W Marceau) est désormais :

#### **S & W ASSOCIES**

### **Article 4 – SIEGE SOCIAL**

Le siège social est fixé 8, avenue du Président Wilson - 75116 PARIS.

Il pourra être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par simple décision du Conseil d'administration, sous réserve de ratification par la prochaine Assemblée Générale, et en tout autre lieu suivant décision extraordinaire des associés.

### **Article 5 – DUREE**

La durée de la société reste fixée à 99 années à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf les cas de prorogation ou de dissolution anticipée prévus ci-après.

### **Article 6 – EXERCICE SOCIAL**

L'exercice social commence le 1<sup>er</sup> octobre et se termine le 30 septembre de chaque année. Par exception l'exercice social qui a débuté le 1<sup>er</sup> novembre 2001 se terminera le 30 septembre 2002.

Le premier exercice social a été clos le 30 septembre 1998.

## **TITRE II**

### **APPORTS – CAPITAL – PARTS SOCIALES**

### **Article 7 – APPORTS**

- Lors de la constitution de la société, il a été procédé à des apports en numéraire pour 50.000 francs. Cette somme de 50.000 francs a été déposée à un compte ouvert à la BP.ROP, agence de Saint-Quentin-en-Yvelines, 9 avenue Newton - 78183 Saint-Quentin-en-Yvelines Cédex.

- Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 29 août 2000, le capital social a été augmenté de 590.000 F et porté à la somme de 640.000 F par apport de 8.600 actions de la société S & W Associés, Société Anonyme au capital de 1.000.000 F, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro B 775 696 388 Paris, lesdites actions ayant été évaluées à 14.878.000 F.
- Lors de la fusion-absorption de la société S & W Associés, Société Anonyme au capital de 1.000.000 F, dont le siège social est situé 47, rue de Chaillot - 75116 Paris, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro B 775 696 388, dans les conditions de l'article 378-1 de la loi de 1966, en date du 30 septembre 2000, le patrimoine de ladite société a été transmis. La valeur nette des apports, de 17.516.959 F, n'a pas été rémunérée.
- Lors de la fusion par voie d'absorption par la société VY Sté d'Audit, Société à Responsabilité Limitée au capital de 400.000 F, dont le siège est 47, rue de Chaillot – 75116 Paris, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro B 378 301 915, il a été fait apport de la totalité du patrimoine de cette société, la valeur nette des biens transmis s'élevant à 449.995 francs. Ces apports ont été rémunérés par une augmentation de capital de 16.000 F, le capital ayant été porté à 656.000 F.
- L'assemblée Générale Extraordinaire du 30 septembre 2000 a procédé à une augmentation du capital de 2.623.785 F par incorporation des primes d'apport. Cette même assemblée a décidé de convertir le capital de 3.279.785 F en 500.000 Euros.
- Lors de la fusion par voie d'absorption de la société S & W Associés Expertise, SA au capital de 50.000 euros ayant son siège social au 8, avenue du Président Wilson 75116 Paris, immatriculée au RCS Paris sous le numéro 424 435 006, il a été fait apport de la totalité du patrimoine de cette société, la valeur nette des biens transmis s'élevant à 2.034.545 euros. Ces apports ont été rémunérés par une augmentation de capital de 477.470 euros, le capital ayant été porté à 977.470 euros. Les 32.794 actions de la société S & W Associés auto détenues car apportées par la société S & W Associés Expertise, ont en suivant été annulées pour réduire le capital d'un montant de 499.909 euros ; ledit capital s'élevant alors à 477.561 euros.
- Lors de l'assemblée générale mixte du 08 septembre 2005, plusieurs décisions ont été prises sous condition suspensive liée à l'absence d'opposition des créanciers. Le capital social a été réduit d'un montant de 159.466 euros par rachat des actions d'un actionnaire avec attribution d'actifs suivi d'une annulation des 10.461 actions rachetées. Le capital social a été ensuite augmenté en deux temps par incorporation de réserves. Dans un premier temps, il a été créé 4.133 nouvelles actions, pour porter le nombre d'actions de 20.867 à 25.000. Dans un second temps, la valeur nominale des actions a été augmentée pour passer de 15,24 euros à 20 euros. Les deux augmentations de capital ont abouti à augmenter le capital d'un montant total de 181.905 euros, le capital étant porté à la somme de 500.000 euros divisé en 25.000 actions de 20 euros de nominal. Le conseil d'administration, ayant reçu délégation de l'assemblée, a constaté par délibération en date du 30 septembre 2005 la réalisation définitive de cette réduction de capital et de ces augmentations de capital décidées sous condition suspensive, en l'absence d'opposition des créanciers.

## **Article 8 – CAPITAL SOCIAL**

Le capital social est fixé à la somme de cinq cent mille (500.000) Euros divisé en vingt cinq mille (25.000) actions de vingt (20) euros de nominal, entièrement libérées.

## **Article 9 – FORME DES ACTIONS – LISTE DES ACTIONNAIRES – REPARTITION DES ACTIONS**

Les actions sont nominatives.

La liste des actionnaires sera communiquée au Conseil Régional de l'Ordre des experts-comptables et à la Compagnie Régionale des commissaires aux comptes, ainsi que toute modification apportée à cette liste. Elle sera tenue à la disposition des Pouvoirs Publics et de tous tiers intéressés.

La majorité des actions doit être toujours détenue par les experts-comptables inscrits au tableau de l'Ordre, conformément aux dispositions de l'article 7 de l'ordonnance du 19 septembre 1945. Si une autre société d'expertise-comptable vient à détenir des actions de la présente société, celle-ci n'entreront en ligne de compte pour le calcul de cette majorité que dans la proportion équivalente à celle des parts ou actions que les experts-comptables détiennent dans cette société participante par rapport au total des parts ou actions composant son capital.

Les trois quarts du capital doivent être détenus par des commissaires aux comptes, et les trois quarts des actionnaires doivent être des commissaires aux comptes, conformément aux dispositions de l'article 218 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966.

Si une société de commissaires aux comptes vient à détenir une participation dans le capital de la présente société, les actionnaires ou associés non commissaires aux comptes ne peuvent détenir plus de vingt-cinq pour cent de l'ensemble du capital des deux sociétés.

## **Article 10 – AUGMENTATION OU REDUCTION DU CAPITAL ET NEGOCIATION DES ROMPUS**

Les augmentations du capital sont réalisées nonobstant l'existence de "rompus", les droits de souscription et d'attribution étant négociables ou cessibles.

En cas de réduction du capital par réduction du nombre des titres, les actionnaires sont tenus de céder ou d'acheter les titres qu'ils ont en trop ou en moins, pour permettre l'échange des actions anciennes contre les actions nouvelles.

Dans tous les cas, la réalisation de ces opérations d'augmentation ou de réduction du capital doit respecter les règles déontologiques rappelées à l'article 9 sur les quotités d'actions que doivent détenir les professionnels experts comptables et commissaires aux comptes.

Toute personne n'ayant pas déjà la qualité d'actionnaire ne peut entrer dans la société, à l'occasion d'une augmentation du capital, sans être préalablement agréée par le Conseil d'Administration, conformément aux dispositions de l'article 7, 6° de l'ordonnance du 19 septembre 1945 et de l'article 218, alinéa 6, de la loi du 24 juillet 1966.

## **Article 11 – TRANSMISSION DES ACTIONS**

1/ La transmission des actions ne peut s'opérer à l'égard des tiers et de la société que par virement de compte à compte. Seules les actions libérées des versements exigibles peuvent être admises à cette formalité.

Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés ou l'inscription de la mention modificative à la suite d'une augmentation du capital. En outre, sous réserve des exceptions résultant des dispositions légales en vigueur, les actions représentant des apports en nature ne sont négociables que deux ans après la mention de leur création au Registre du Commerce et des Sociétés. Pendant cette période de non négociabilité, leur propriétaire ne peut disposer que par les voies civiles, à titre gratuit ou onéreux, des droits attachés à ces titres.

2/ Toutes cessions ou mutations d'actions au profit d'une personne ayant déjà la qualité d'actionnaire s'effectuent librement sous réserve qu'elles ne portent pas atteinte aux règles énoncées à l'article 9 et concernant les quotités d'actions que doivent détenir les professionnels experts-comptables et commissaires aux comptes.

Toutes autres transmissions, à quelque titre que ce soit, alors même qu'elles ne porteraient que sur la nue-propriété ou l'usufruit, doivent pour devenir définitives, être autorisées par le Conseil d'Administration, conformément aux dispositions de l'article 7, 6° de l'ordonnance du 19 septembre 1945 et de l'article 218 de la loi du 24 juillet 1966.

3/ En cas de transmission entre vifs, la demande d'agrément qui doit être notifiée à la société indique d'une manière complète l'identité du cessionnaire, le nombre des actions dont la cession est envisagée et le prix offert s'il s'agit d'une cession à titre onéreux.

Le Conseil doit notifier son agrément ou son refus avant l'expiration d'un délai de trois mois à compter de la demande. Le défaut de réponse dans ce délai équivaut à une notification d'agrément. Le Conseil n'est jamais tenu de faire connaître les motifs de son agrément ou de son refus.

Si l'agrément est donné, la cession est régularisée dans les conditions prévues et sur les justifications requises par les dispositions en vigueur. Si l'agrément est refusé, le Conseil d'administration est tenu, dans le délai de trois mois à compter de la notification du refus d'agrément, de faire acquérir les actions par une ou plusieurs personnes actionnaires ou non, choisies par lui. Il doit notifier au cédant le nom des personnes désignées par lui, l'accord de ces dernières et le prix proposé. L'achat n'est réalisé, avant expiration du délai ci-dessus, que s'il y a accord sur le prix.

A défaut d'accord constaté par tout moyen dans les quinze jours de la notification du refus d'agrément, le prix est déterminé par un expert désigné parmi ceux inscrits sur les listes des cours et tribunaux soit par les parties, soit, à défaut d'accord entre elles, par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant en la forme des référés et sans recours possible. Les frais de cette expertise sont supportés par moitié par le cédant et par la société.

Au cas où le cédant refuserait de consigner la somme nécessaire lui incombant pour obtenir cette expertise quinze jours après avoir été mis en demeure de le faire, il serait réputé avoir renoncé à son projet de cession.

Si le prix fixé par l'expert est, à l'expiration du délai de trois mois, mis à la disposition du cédant, l'achat est réalisé à moins que le cédant ne renonce à son projet de cession et conserve en conséquence les actions qui en faisaient l'objet.

Avec le consentement du cédant et son accord sur le prix, le conseil peut également, dans le même délai de trois mois à compter de la notification de son refus d'agrément, faire acheter les actions par la société elle-même, si la réduction nécessaire du capital pour l'annulation desdites actions est autorisée par l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires.

4/ En cas de mutation par décès, les dispositions du § III s'appliquent aux héritiers et ayants droit du titulaire des actions, lorsqu'ils doivent être agréés comme actionnaires ; ces héritiers et ayants droit sont tenus de présenter toutes justifications de leurs qualités. Le refus d'agrément ne leur laisse, à défaut d'accord sur le prix, que la possibilité de demander l'expertise.

5/ Si, à l'expiration du délai de trois mois à compter de la notification du refus d'agrément, l'achat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné. Toutefois, ce délai peut être prolongé une ou plusieurs fois, à la demande de la société par ordonnance non susceptible de recours du Président du Tribunal de Commerce statuant en référé.

6/ En cas d'augmentation de capital, la transmission du droit de souscription ou d'attribution est libre ou soumise à autorisation du Conseil d'Administration suivant les distinctions faites pour la transmission des actions elles-mêmes.

7/ Les notifications des demandes, réponses, avis et mises en demeure prévues au présent article sont toutes faites par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

8/ Toute admission d'un nouvel actionnaire étant soumise à l'agrément du Conseil d'Administration conformément aux dispositions de l'article 7, 6° de l'ordonnance du 19 septembre 1945 et de l'article 218 de la loi du 24 juillet 1966, aucun consentement préalable donné à un projet de nantissement d'actions ne peut emporter à l'avance agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des actions nanties.

## **Article 12 – EXCLUSION D'UN PROFESSIONNEL ACTIONNAIRE**

Le professionnel actionnaire radié du tableau des experts-comptables ou de la liste des commissaires aux comptes cesse d'exercer toute activité professionnelle au nom de la société à compter du jour où la décision prononçant la radiation est définitive. Il dispose d'un délai de six mois à compter du même jour, pour céder tout ou partie de ses actions afin que soient maintenues les quotités fixées à l'article 9 pour la participation des professionnels dans le capital. Il peut exiger que le rachat porte sur la totalité de ses actions ; et ce rachat total peut aussi lui être imposé par l'unanimité des autres actionnaires. Le prix est, en cas de contestation, déterminé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code Civil.

## **Article 13 – INDIVISIBILITE DES ACTIONS**

Les actions sont indivisibles à l'égard de la société. Les copropriétaires indivis d'actions sont représentés aux Assemblées Générales par l'un d'eux ou par un mandataire commun de leur choix. A défaut d'accord entre eux sur le choix d'un mandataire, celui-ci est désigné par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce, statuant en référé, à la demande du copropriétaire le plus diligent.

En cas de démembrement de la propriété d'une action, l'inscription sur les registres sociaux mentionne le nom de l'usufruitier et du ou des nus-proprétaires.

Le droit de vote attaché à l'action appartient à l'usufruitier dans les Assemblées Générales Ordinaires et au nu-proprétaire dans les Assemblées Générales Extraordinaires.

Les actions indivises ou dont la propriété est démembrée ne sont pas considérées comme détenues par des professionnels, pour l'application des dispositions de l'article 9, alinéas 3 et 4, que si tous les indivisaires ou le nu-proprétaire et l'usufruitier sont, suivant la règle à appliquer, experts-comptables ou commissaires aux comptes.

#### **Article 14 – DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS**

La possession d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux résolutions régulièrement adoptées par toutes les Assemblées Générales.

Les actionnaires ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Les professionnels actionnaires gardent leur responsabilité personnelle à raison des travaux qu'ils exécutent au nom de la société.

Chaque action donne droit à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente, dans les bénéfices et dans l'actif social.

Le cas échéant, et sous réserve de prescriptions légales impératives, il sera fait masse entre toutes les actions indistinctement de toutes exonérations ou imputations fiscales, comme de toutes taxations susceptibles d'être prises en charge par la société, avant de procéder à tout remboursement au cours de l'existence de la société ou à sa liquidation, de telle sorte que, compte tenu de leur valeur nominale respective, toutes les actions alors existantes reçoivent la même somme nette quelles que soient leur origine et leur date de création.

#### **ARTICLE 15 - Conseil d'administration**

1 - Sauf dérogations légales, la Société est administrée par un Conseil d'administration de trois membres au moins et de dix-huit membres au plus.

2 – Chaque administrateur doit être pendant toute la durée de ses fonctions, propriétaire au moins d'une action.

3 – Le Conseil d'administration est composé pour moitié, au moins, par des administrateurs Experts-Comptables, membres de la société.

4 - En cours de vie sociale, les administrateurs sont nommés ou renouvelés par l'assemblée générale ordinaire. Toutefois, en cas de fusion, des nominations d'administrateurs peuvent être effectuées par l'assemblée générale extraordinaire statuant sur l'opération.

5 - La durée des fonctions des administrateurs est de six années.

L'administrateur nommé en remplacement d'un autre ne demeure en fonction que pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur.

Ces fonctions prennent fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui statue sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat de l'administrateur intéressé.

Les administrateurs sont rééligibles. Ils peuvent être révoqués à tout moment par l'assemblée générale ordinaire.

6 - Nul ne peut être nommé administrateur si, ayant dépassé l'âge de 65 ans sa nomination à pour effet de porter à plus d'un tiers des membres du Conseil le nombre d'administrateurs ayant dépassé cet âge. Si cette proportion est dépassée, l'administrateur le plus âgé est réputé démissionnaire d'office à l'issue de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice au cours duquel le dépassement aura lieu.

7 - Les administrateurs peuvent être des personnes physiques ou des personnes morales. Les administrateurs personnes morales doivent, lors de leur nomination, désigner un représentant permanent qui est soumis aux mêmes conditions et obligations et qui encourt les mêmes responsabilités que s'il était administrateur en son nom propre, le tout sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente.

Lorsque la personne morale administrateur met fin au mandat de son représentant permanent, elle doit notifier sans délai à la Société, par lettre recommandée, sa décision ainsi que l'identité de son nouveau représentant permanent. Il en est de même en cas de décès ou de démission du représentant permanent.

8 - En cas de vacance par décès ou démission d'un ou plusieurs sièges d'administrateurs, le Conseil d'administration peut, entre deux assemblées générales, procéder à des nominations à titre provisoire en vue de compléter l'effectif du Conseil. Ces nominations doivent intervenir obligatoirement dans les trois mois de la vacance, lorsque le nombre des administrateurs est devenu inférieur au minimum statutaire, sans toutefois être inférieur au minimum légal.

Les nominations provisoires ainsi effectuées par le Conseil sont soumises à ratification de la plus prochaine assemblée générale ordinaire. A défaut de ratification, les délibérations prises et les actes accomplis restent cependant valables.

Lorsque le nombre d'administrateurs devient inférieur au minimum légal, les administrateurs restant en fonctions doivent convoquer immédiatement l'assemblée ordinaire en vue de compléter l'effectif du Conseil.

L'administrateur nommé en remplacement d'un autre ne demeure en fonction que pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur.

9 - Les administrateurs personnes physiques ne peuvent exercer simultanément dans plus de cinq conseils d'administration ou de surveillance de sociétés anonymes ayant leur siège sur le territoire français, sauf les exceptions prévues par la loi.

10 – Tous les administrateurs peuvent être liés à la société par un contrat de travail.

#### **ARTICLE 16 - Organisation et direction du Conseil d'administration**

1 - Le Conseil d'administration élit parmi ses membres Experts-Comptables un Président et détermine sa rémunération. Il fixe la durée des fonctions du Président qui ne peut excéder celle de son mandat d'administrateur.

2 - Nul ne peut être nommé Président du Conseil d'administration s'il est âgé de plus de 65 ans. Si le Président en fonction vient à dépasser cet âge, il est réputé démissionnaire d'office.

3 - Le Président représente le Conseil d'administration. Il organise et dirige les travaux de celui-ci, dont il rend compte à l'assemblée générale. Il veille au bon fonctionnement des

organes de la Société et s'assure, en particulier, que les administrateurs sont en mesure de remplir leur mission.

4 - En cas d'absence ou d'empêchement du Président, le Conseil d'administration désigne le Président de la réunion parmi les Experts-Comptables.

5.- Le Conseil d'administration nomme un secrétaire qui peut être choisi, soit parmi les administrateurs, soit en dehors d'eux. Il est remplacé par simple décision du Conseil

#### **ARTICLE 17 - Réunions et délibérations du Conseil**

1 - Le Conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige, sur convocation du Président. Toutefois, des administrateurs constituant au moins le tiers des membres du Conseil d'administration, peuvent, en indiquant précisément l'ordre du jour de la réunion, convoquer le Conseil si celui-ci ne s'est pas réuni depuis plus de deux mois.

Le Directeur Général, lorsqu'il n'exerce pas la présidence, peut demander au Président de convoquer le Conseil d'administration sur un ordre du jour déterminé.

2 - La réunion a lieu au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation. La convocation qui mentionne l'ordre du jour, doit intervenir au moins deux jours à l'avance par lettre, télégramme, télex ou télécopie. La convocation peut être verbale et sans délai si tous les administrateurs y consentent.

3 - Le Conseil d'administration ne délibère valablement que si la moitié au moins des administrateurs sont présents ou représentés.

Les décisions du Conseil sont prises à la majorité des membres présents ou représentés.

La voix du Président de séance est prépondérante.

4 - Il est tenu un registre de présence qui est émargé par les administrateurs participant à la réunion du Conseil d'administration.

5 - Conformément aux dispositions du règlement intérieur du Conseil d'administration, sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité, les administrateurs qui participent à la réunion du Conseil par des moyens de visioconférence conformes à la réglementation en vigueur. Cette disposition n'est pas applicable pour l'adoption des décisions suivantes :

- nomination, rémunération, révocation du Président, du Directeur Général et des directeurs généraux délégués ;

- arrêté des comptes annuels, des comptes consolidés et établissement du rapport de gestion et du rapport sur la gestion du groupe.

6 - Les délibérations du Conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux établis conformément aux dispositions légales en vigueur. Les procès-verbaux sont signés par le Président de séance et par un administrateur ou par deux administrateurs.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des délibérations du Conseil d'administration sont valablement certifiées par le Président ou le Directeur Général

## **ARTICLE 18 - Pouvoirs du Conseil d'administration**

1 - Le Conseil d'administration détermine les orientations de l'activité de la Société et veille à leur mise en œuvre. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués par la loi aux assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.

Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du Conseil d'administration qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte en cause dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant précisé que la seule publication des statuts ne peut suffire à constituer cette preuve.

2 - Le Conseil d'administration procède à tout moment aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns.

Chaque administrateur doit recevoir les informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission et peut obtenir auprès de la Direction générale tous les documents qu'il estime utiles.

3 - Le Conseil d'administration peut donner à tous mandataires de son choix toutes délégations de pouvoirs dans la limite des pouvoirs qu'il tient de la loi et des présents statuts.

Le Conseil peut décider de la création de comités d'études chargés d'étudier les questions que le Conseil ou son Président lui soumet.

## **ARTICLE 19 - Direction générale**

### **Modalités d'exercice**

Conformément à l'article L. 225-51-1 du Code de commerce, la Direction générale de la Société est assumée sous sa responsabilité, soit par le Président du Conseil d'administration, soit par une autre personne physique nommée par le Conseil d'administration parmi les Experts-Comptables et qui prend le titre de Directeur Général.

Le choix entre ces deux modalités d'exercice de la Direction générale est effectué par le Conseil d'administration. La délibération du Conseil relative au choix de la modalité d'exercice de la Direction générale est prise à la majorité des administrateurs présents ou représentés. Le choix du Conseil d'administration est porté à la connaissance des actionnaires et des tiers dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

L'option retenue par le Conseil d'administration doit être prise pour une durée de six ans.

A l'expiration de ce délai, le Conseil d'administration doit à nouveau délibérer sur les modalités d'exercice de la Direction générale.

Le changement de la modalité d'exercice de la Direction générale n'entraîne pas une modification des statuts.

## **Direction générale**

En fonction de la modalité d'exercice retenue par le Conseil d'administration, le Président ou un Directeur Général assure sous sa responsabilité la Direction générale de la Société.

Le Directeur Général est nommé par le Conseil d'administration parmi les Experts-Comptables et fixe la durée de son mandat, détermine sa rémunération et, le cas échéant, les limitations de ses pouvoirs.

Pour l'exercice de ses fonctions, le Directeur Général doit être âgé de moins de 65 ans. Lorsqu'en cours de mandat, cette limite d'âge aura été atteinte, le Directeur Général est réputé démissionnaire d'office et il est procédé à la désignation d'un nouveau Directeur Général.

Le Directeur Général est révocable à tout moment par le Conseil d'administration. La révocation du Directeur Général non président peut donner lieu à des dommages-intérêts si elle est décidée sans juste motif.

## **Pouvoirs du Directeur Général**

Le Directeur Général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société. Il exerce ces pouvoirs dans la limite de l'objet social, et sous réserve des pouvoirs expressément attribués par la loi aux assemblées générales et au Conseil d'administration.

Il représente la Société dans ses rapports avec les tiers. La Société est engagée même par les actes du Directeur Général qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte en cause dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant précisé que la seule publication des statuts ne peut suffire à constituer cette preuve.

## **Directeurs Généraux Délégués**

Sur proposition du Directeur Général, que cette fonction soit assumée par le Président du Conseil d'administration ou par une autre personne, le Conseil d'administration peut nommer une ou plusieurs personnes physiques chargées d'assister le Directeur Général avec le titre de Directeurs Généraux Délégués.

Le nombre maximum de Directeurs Généraux Délégués est fixé à deux.

En accord avec le Directeur Général, le Conseil d'administration détermine l'étendue et la durée des pouvoirs accordés aux Directeurs Généraux Délégués et fixe leur rémunération.

A l'égard des tiers, le Directeur Général Délégué ou les Directeurs Généraux Délégués disposent des mêmes pouvoirs que le Directeur Général.

En cas de cessation des fonctions ou d'empêchement du Directeur Général, les Directeurs Généraux Délégués conservent, sauf décision contraire du Conseil d'administration, leurs fonctions et leurs attributions jusqu'à la nomination d'un nouveau Directeur Général.

Les Directeurs Généraux Délégués sont révocables, sur proposition du Directeur Général, à tout moment. La révocation des Directeurs Généraux Délégués peut donner lieu à des dommages-intérêts si elle est décidée sans justes motifs.

## **Article 20 – ASSEMBLEES D'ACTIONNAIRES**

Les Assemblées d'Actionnaires sont convoquées et délibèrent dans les conditions prévues par la loi et les règlements.

Elles sont réunies au siège social ou en tout autre lieu du même département.

Tout actionnaire a le droit de participer aux Assemblées Générales ou de s'y faire représenter, quel que soit le nombre de ses actions, dès lors que ses titres sont libérés des versements exigibles et inscrits à son nom depuis cinq jours au moins avant la date de la réunion. Le Conseil d'Administration peut réduire ce délai par voie de mesure générale bénéficiant à tous les actionnaires.

Tout actionnaire propriétaire d'actions d'une catégorie déterminée peut participer aux Assemblées spéciales des actionnaires de cette catégorie, dans les conditions visées ci-dessus.

Les votes s'expriment soit à la main levée soit par appel nominal. Il ne peut être procédé à un scrutin secret dont l'Assemblée fixera alors les modalités qu'à la demande de membres représentant, par eux-mêmes ou comme mandataires, la majorité requise pour le vote de la résolution en cause.

## **Article 21 – DROIT DE COMMUNICATION DES ACTIONNAIRES**

Les actionnaires ont un droit de communication, temporaire ou permanent selon son objet, dans les conditions fixées par les dispositions légales et réglementaires en vigueur qui leur assurent l'information nécessaire à la connaissance de la situation de la société et à l'exercice de l'ensemble de leurs droits.

## **Article 22 – AFFECTATION DES RESULTATS ET REPARTITION DES BENEFICES**

La différence entre les produits et les charges de l'exercice, après déduction des amortissements et des provisions, constitue le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint une somme égale au dixième du capital social. Il reprend son cours lorsque pour une cause quelconque, la réserve est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et du prélèvement prévu ci-dessus et augmenté des reports bénéficiaires.

Le bénéfice distribuable est à la disposition de l'Assemblée Générale qui peut décider la mise en distribution des sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements

sont effectués. Toutefois, le dividende est prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

L'écart de réévaluation n'est pas distribuable ; il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

## **Article 23 – LIQUIDATION**

1/ Sous réserve du respect des prescriptions légales impératives en vigueur, la liquidation de la société obéira aux règles ci-après, observation faite que les articles 402 à 418 de la loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales ne seront pas applicables.

2/ Les actionnaires réunis en Assemblée Générale Extraordinaire nomment aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les Assemblées Générales Ordinaires, parmi eux ou en dehors d'eux, un ou plusieurs liquidateurs dont ils déterminent les fonctions et la rémunération.

Cette nomination met fin aux fonctions des administrateurs et, sauf décision contraire de l'Assemblée, à celles des commissaires aux comptes.

L'Assemblée Générale Ordinaire peut toujours révoquer ou remplacer les liquidateurs et étendre ou restreindre leurs pouvoirs.

Le mandat des liquidateurs est, sauf stipulation contraire, donné pour toute la durée de la liquidation.

3/ Les liquidateurs ont, conjointement ou séparément, les pouvoirs les plus étendus à l'effet de réaliser, au prix, charges et conditions qu'ils aviseront, tout l'actif de la société et d'éteindre son passif.

Le ou les liquidateurs peuvent procéder, en cours de liquidation, à la distribution d'acomptes et, en fin de liquidation, à la répartition du solde disponible sans être tenus à aucune formalité de publicité ou de dépôt des fonds.

Les sommes revenant à des associés ou à des créanciers et non réclamées par eux seront versées à la Caisse des Dépôts et Consignations dans l'année qui suivra la clôture de la liquidation.

Le ou les liquidateurs ont, même séparément, qualité pour représenter la société à l'égard des tiers, notamment des administrations publiques ou privées, ainsi que pour agir en justice devant toutes les juridictions tant en demande qu'en défense.

4/ Au cours de la liquidation, les Assemblées Générales sont réunies aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige sans toutefois qu'il soit nécessaire de respecter les prescriptions des articles 411 et suivants de la loi du 24 juillet 1966.

Les Assemblées Générales sont valablement convoquées par un liquidateur ou par des actionnaires représentant au moins le dixième du capital social.

Les Assemblées sont présidées par l'un des liquidateurs ou, en son absence, par l'actionnaire disposant du plus grand nombre de voix. Elles délibèrent aux mêmes conditions de quorum et de majorité qu'avant la dissolution.

5/ En fin de liquidation, les actionnaires réunis en Assemblée Générale Ordinaire statuent sur le compte définitif de la liquidation, le quitus de la gestion du ou des liquidateurs et la décharge de leur mandat.

Ils constatent, dans les mêmes conditions, la clôture de la liquidation.

Si les liquidateurs négligent de convoquer l'Assemblée, le Président du Tribunal de Commerce, statuant par ordonnance de référé peut, à la demande de tout actionnaire, désigner un mandataire pour procéder à cette convocation.

Si l'Assemblée de clôture ne peut délibérer, ou si elle refuse d'approuver les comptes de la liquidation, il est statué par décision du Tribunal de Commerce, à la demande du liquidateur ou de tout intéressé.

6/ Le montant des capitaux propres subsistant, après remboursement du nominal des actions, est partagé également entre toutes les actions.

Lors du remboursement du capital social, la charge de tous impôts que la société aurait l'obligation de retenir à la source sera répartie entre toutes les actions indistinctement en proportion uniformément du capital remboursé à chacune d'elles sans qu'il y ait lieu de tenir compte des différentes dates d'émission ni de l'origine des diverses actions.

#### **Article 24 – CONTESTATIONS**

En cas de contestations entre la société et l'un de ses clients, la société s'efforcera avant tout recours contentieux de faire accepter l'arbitrage du Président de Conseil Régional de l'Ordre des experts-comptables et des comptables agréés ou du Président de la Compagnie Régionale des commissaires aux comptes, selon l'objet du litige.

En cas de contestation soit entre les actionnaires, les administrateurs, les liquidateurs et la société, soit entre les actionnaires eux-mêmes, au sujet des affaires sociales ou relativement à l'interprétation ou à l'exécution des clauses statutaires, les intéressés s'efforceront, avant tout recours contentieux, de faire accepter l'arbitrage, selon leur choix, soit du Président du Conseil Régional de l'Ordre des experts-comptables soit du Président de la Compagnie Régionale des commissaires aux comptes.